



Commissaires aux comptes

TERAGIR

Association Loi 1901

*115, rue du Faubourg Poissonnière
75009 PARIS*

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2019

AUDITEURS ASSOCIES FRANCILIENS – GROUPE AF

Société de commissariat aux comptes inscrite à la Compagnie Régionale de Paris
Sarl au capital de 240 000 € - Siège social : 80, rue Cardinet 75017 Paris
RCS Paris B 422 774 349 - APE 6920 Z - TVA FR 44 422 774 349 -Tél. : **01 83 75 81 81**
www.groupeaf.com

A l'Assemblée Générale de l'Association TERAGIR,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association **TERAGIR** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 28 Avril 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture » de l'annexe des comptes annuels concernant la situation de l'activité de l'association.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous avons porté une attention particulière sur les informations figurant dans l'annexe comptable afin de valider la mise à jour des nouvelles normes comptables appliquées de manière anticipée pour l'arrêté des comptes de votre Association.

Nous avons effectué les travaux nécessaires sur la base des conventions afin d'obtenir l'assurance raisonnable que les subventions d'exploitation sont correctement représentées dans les comptes de l'association et rattachées à l'exercice comptable.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le conseil d'administration relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises

individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci. Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 30 Avril 2020



Auditeurs Associés Franciliens

Philippe RIMMER
Commissaire aux comptes

TERAGIR
115 rue du Faubourg Poissonnière 75009 PARIS

Unité : Euros Monnaie : Euros
Durée de l'exercice N : 12 mois

Durée de l'exercice N-1 : 12 mois

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
			31/12/2019	31/12/2018
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	46 187	11 700	34 487	32 440
Autres immob incorporelles	305 420	233 271	72 149	106 227
Immobilisations incorporelles en cours				
Avance et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	10 657	10 573	84	153
Autres immob corporelles	79 014	63 928	15 086	5 829
Immobilisations grevées de droits, commodat				
Immobilisations corporelles en cours				
Avance et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	305		305	305
Autres titres immobilisés	106 460		106 460	105 057
Prêts				
Autres	19 342		19 342	21 033
Total I	567 385	319 472	247 913	271 044
ACTIF CIRCULANT				
Comptes de liaison				
Stocks et en-cours	6 685		6 685	4 186
Avances et acomptes sur commandes				4 233
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	694 684	16 042	678 642	672 101
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	607		607	5 654
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 562 295		1 562 295	1 110 473
Charges constatées d'avance	19 435		19 435	12 741
Total II	2 283 706	16 042	2 267 664	1 809 388
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de convention Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	2 851 091	335 514	2 515 577	2 080 432

PA

TERAGIR**115 rue du Faubourg Poissonnière 75009 PARIS**

Unité : Euros Monnaie : Euros

Durée de l'exercice N : 12 mois

Durée de l'exercice N-1 : 12 mois

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
	31/12/2019	31/12/2018
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	200 000	200 000
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	1 062 498	1 099 673
Autres		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	138 543	37 175
<i>Situation nette (sous total)</i>	1 401 041	1 262 498
Fonds propres consommables		
Subvention d'investissement		
Provisions réglementées		
Total I	1 401 041	1 262 498
Comptes de liaison		
Total II	-	-
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total III	-	-
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	100 872	118 244
Total IV	100 872	118 244
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	25 223	26 542
<i>Dettes des legs ou donations</i>		
Dettes fiscales et sociales	126 336	126 629
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	202	49
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	861 903	546 470
Total V	1 013 664	699 690
Ecarts de conversion Passif (VI)	-	-
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)	2 515 577	2 080 432

TERAGIR

115 rue du Faubourg Poissonnière 75009 PARIS

Unité : Euros

Monnaie : Euros

Durée de l'exercice N : 12 mois

Durée de l'exercice N-1 : 12 mois

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N 31/12/2019	Exercice N-1 31/12/2018
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	1 470	970
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	63 372	54 759
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	763 454	671 244
dont parrainage		
Production immobilisée		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	939 483	948 147
Versements des fondateurs ou consommation de la dotation coconsomptible		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurance vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges	126 123	113 959
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	3 480	9 059
TOTAL I	1 897 381	1 798 138
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	59 819	27 297
Variation de Stocks	-2 498	4 582
Autres achats et charges externes	441 865	441 462
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	72 489	64 636
Salaires et traitement	666 341	715 962
Charges sociales	331 741	375 129
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	64 680	60 232
Dotations aux provisions sur actif circulant	8 602	5 066
Dotations aux provisions pour risques et charges	100 872	118 244
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	17 449	17 912
TOTAL II	1 761 360	1 830 522
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	136 021	-32 384
PRODUITS FINANCIERS		
De Participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	2 072	2 082
Reprise sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	2 072	2 082
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	0	0
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	2 072	2 082
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	138 093	-30 303

TERAGIR

115 rue du Faubourg Poissonnière 75009 PARIS

Unité : Euros

Monnaie : Euros

Durée de l'exercice N : 12 mois

Durée de l'exercice N-1 : 12 mois

PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		1 583
Sur opérations en capital	450	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	450	1 583
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		8 456
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI	0	8 456
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	450	-6 873
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	1 899 903	1 801 803
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	1 761 360	1 838 978
EXCEDENT OU DEFICIT	138 543	-37 175
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL	0	0
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL	0	0

pn

Annexe aux comptes du 31/12/2019

Le total du bilan avant répartition, de l'exercice clos le 31/12/2019, est de 2.515.577 euros et le résultat dégagé (bénéfice) de 138.543 euros (37.175 euros de déficit en 2018).

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2019 au 31/12/2019.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été établis au 31/12/2019.

▪ Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice 2019 ont été établis et présentés conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels applicables en France, et notamment les règlements suivants :

- ANC 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.
- ANC 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement desdits comptes annuels.

▪ Hypothèses de base et règles générales de présentation

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
 - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
 - indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

▪ Changement de méthode

Aucun changement n'est intervenu dans la méthode d'évaluation au cours de l'exercice.

▪ Principe et méthode comptable

Immobilisations incorporelles, corporelles et financières :

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production.

Concernant les immobilisations financières, les autres titres immobilisés sont évalués à leur coût d'acquisition. A la clôture, une dépréciation est comptabilisée si la valorisation fournie par la banque est inférieure à la valeur au bilan.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Elles sont comptabilisées suite à la validation de l'acte d'engagement du créancier lors de son inscription sur le site pour les prestations facturables, et lors de la signature des conventions avec les partenaires.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Effectif moyen

L'effectif moyen s'est élevé à 20 salariés au 31.12.19.

▪ **Événements significatifs postérieurs à compter de la clôture**

La crise du COVID-19 et le confinement suscitent des impacts importants pour l'ensemble de la société, et de ce fait pour Teragir. Teragir a immédiatement produit un état des lieux pour identifier les impacts, les risques mais aussi les opportunités dans une perspective de court, moyen et long terme.

Cet état des lieux a été structuré de la façon suivante : évaluation des impacts

- Sur l'activité opérationnelle
- Pour les publics cibles
- Pour les partenaires de l'association
- Pour les perspectives de financement
- Pour le positionnement et la communication
- En matière d'opportunité

Il ressort de cet état des lieux que l'activité opérationnelle est très perturbée et le sera encore dans les prochains mois (horizon court terme). Les publics cibles sont parfois très impactés, notamment dans le domaine du tourisme et le monde de l'éducation. Ils demandent souplesse et compréhension à court terme, ce que Teragir parvient à apporter. Cependant aucun public ne témoigne d'une volonté de désengagement à moyen terme. Au contraire. Les partenaires financiers quant à eux témoignent à ce stade d'un soutien en continuité avec leurs engagements passés. Teragir ne minimise pas le fait que cette situation peut être amenée à évoluer défavorablement en fonction des tendances macro-économiques et sociales incertaines.

Enfin, la crise actuelle ne fait que renforcer la pertinence des enjeux du DD. Ceci donne à penser que le métier de Teragir, ses compétences et ses apports constituent des leviers d'opportunité importants pour le futur, si la structure parvient à traverser cette crise sans être diminuée dans ses capacités.

A ce titre, les réserves financières de l'association sont un gage de sécurité et de confiance pour la continuité de l'activité.

TERAGIR

Les amortissements sont constatés sur la base d'une dépréciation calculée selon les durées d'utilisation :

Nature Immobilisation	Durée
Logiciels et sites Internet	3 Ans
Matériels et Mobiliers de Bureau	5 à 10 Ans
Installations générales & Petits Agencements	5 Ans
Autres Matériels et Mobiliers	3 à 5 Ans

▪ Provisions & dépréciations

Il est présenté ci-après un tableau des mouvements des provisions et dépréciations :

VARIATION DES PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

Nature provisions et dépréciations	Montant début de l'exercice	Augmentations Dotations exercice	Diminutions Reprises exercice	Montant à fin de l'exercice
Provisions investissements	-	-	-	-
Amortissements dérogatoires	-	-	-	-
Autres provisions réglementaires	-	-	-	-
TOTAL I	-	-	-	-
Provisions pour indemnité de départ en retraite	118 244	100 872	118 244	100 872
Provisions pour litiges	-	-	-	-
Provisions amendes pénalités	-	-	-	-
Provisions pertes change	-	-	-	-
Provisions pour impôts	-	-	-	-
Provisions pour solde à reporter	-	-	-	-
Autres provisions	-	-	-	-
TOTAL II	118 244	100 872	118 244	100 872
Autres immobilisations financières	-	-	-	-
Sur comptes clients	13 120	8 602	5 680	16 042
Stocks et en cours	-	-	-	-
Valeurs mobilières de Placement	-	-	-	-
TOTAL III	13 120	8 602	5 680	16 042
TOTAL GENERAL I + II + III	131 364	109 474	123 924	116 914

▪ Immobilisations & Amortissements

VARIATION DES IMMOBILISATIONS

Immobilisations	Immo.début exercice	Acquisitions	Diminution	Valeur brute fin exercice
Concessions et droits similaires	32 180	-		32 180
Logiciels	10 750	3 257		14 007
Autres immobilisations incorporelles	279 459	25 961		305 420
Terrains	-	-	-	-
Constructions	-	-	-	-
Installations techniques et outillage	10 657	-	-	10 657
Installations générales, agencements	33 165	-	-	33 165
Autres immo.corporelles : mat.bureau, informatique, mobilier	41 104	12 618	7 873	45 849
Autres titres immobilisés	105 057	1 403		106 460
Immobilisations financières	21 338	614	2 305	19 647
TOTAL GENERAL	533 710	43 853	10 178	567 385

VARIATION DES AMORTISSEMENTS

Cumul Amortissements	Début exercice	Dotations	Sorties Reprises	Fin exercice
Concessions et droits similaires				-
Logiciels	10 490	1 210		11 700
Autres immobilisations incorporelles	173 232	60 039		233 271
Terrains	-	-	-	-
Constructions	-	-	-	-
Installations techniques et outillage	10 504	69	-	10 573
Installations générales, agencements	33 165		-	33 165
Autres immo.corporelles : mat.bureau, informatique, mobilier	35 275	3 362	7 874	30 763
Immobilisations financières	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	262 666	64 680	7 874	319 472

TERAGIR

La provision pour indemnités de départ à la retraite se monte à 100 872 € au 31 décembre 2019, et est calculée selon la convention collective de l'animation ; la valorisation de la provision est calculée selon la manière suivante :

- l'indemnité de départ volontaire et de mise à la retraite est calculée dans les conditions légales, c'est à dire qu'elle est égale à l'indemnité conventionnelle de licenciement.
- Le taux de charges sociales est fixé à 42% pour les non cadres, et à 45% pour les cadres.

■ Créances et dettes

Il est présenté ci après un tableau de ventilation des créances et dettes de l'association au 31 décembre 2019.

ETAT DES CREANCES ET DES DETTES

Etat des créances	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Prêts	-	-	-
Autres immobilisations financières	19 342	-	19 342
Clients douteux ou litigieux	-	-	-
Avances et acomptes versés	-	-	-
Autres créances clients	694 684	694 684	-
Créances reprs.titres prêtés	-	-	-
Personnel et comptes rattachés	-	-	-
Sécurité Sociale, autres organismes sociaux	-	-	-
Etat et autres	-	-	-
Débiteurs divers (produits à recevoir)	-	-	-
Charges constatées d'avance	19 435	19 435	-
TOTAL GENERAL	733 461	714 119	19 342

Etat des dettes	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Emprunts auprès des établissements de crédit	-	-	-
Avances et acomptes versés par Clients	-	-	-
Fournisseurs, comptes rattachés	25 223	25 223	-
Personnel et comptes rattachés	42 376	42 376	-
Sécurité Sociales, autres organismes sociaux	61 425	61 425	-
Etat Impôts et taxes	22 535	22 535	-
Autres dettes	202	202	-
Produits constatées d'avance	861 903	861 903	-
TOTAL GENERAL	1 013 664	1 013 664	-

OBJET	DATE ORIGINE CREATION	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AFFECTATION DU RESULTAT N-1 (Décision AG)	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
FONDS ASSOCIATIFS SANS DROIT DE REPRISE		200 000				200 000
FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE						0
RESERVES EXPLOITATION		1 099 673			37 175	1 062 498
RESERVES PROJET ASSOCIATIF						0
						0
						0
RESERVES INVESTISSEMENT						0
						0
						0
REPORT A NOUVEAU						0
EXCEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE		-37 175	37 175	138 543		138 543
SITUATION NETTE		1 262 498	37 175	138 543	37 175	1 401 041
FONDS PROPRES CONSOMPTIBLES						
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS						
PROVISIONS REGLEMENTEES						
TOTAL		1 262 498	37 175	138 543	37 175	1 401 041

NB : Report à nouveau et résultat signé en - si débiteurs (déficit)

DETAIL DES CHARGES A PAYER

Charges à payer	31/12/2019	31/12/2018
Fournisseurs et comptes rattachés		
408000-FNP	8 400	8 400
Dettes fiscales et sociales		
428200-Congés Payés	42 376	44 311
428600-Personnel, charges à payer	-	-
438000-Organismes sociaux à payer	19 069	19 940
448600-Etat charges à payer	20 885	15 038
468600-Charges à payer	202	49
TOTAL GENERAL	90 932	87 738

DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR

Produits à recevoir	31/12/2019	31/12/2018
Produits à recevoir	-	4 633
TOTAL GENERAL	-	4 633

PA

DETAIL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Produits constatés d'avance	31/12/2019	31/12/2018
MGEN	160 000	320 000
France Bois Forêt	113 364	69 261
ADEME	27 564	27 692
STEM Propreté	51 000	102 000
Fondation groupe RATP	7 500	4 875
AFD	390 212	17 642
Plantons pour l'Avenir	5 000	5 000
Département 93	39 899	
Ville de Marseille	49 120	
Wrigley	13 244	
Région Ile-de France DRIEE	5 000	
TOTAL GENERAL	861 903	546 470

DETAIL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Charges constatées d'avance	31/12/2019	31/12/2018
Akabia		3 240
Neopost location machine à affranchir	606	745
Comité 21 adhésion		120
Outils conviviaux		500
Abonnement EDD		783
Licence Sage	2 240	
FEE Eco Schools	7 800	
Tickets Restaurant	4 140	3 780
Abonnement Francis Lefebvre	1 026	
Licence Phénix Technologie	2 500	
Licence Kawett		2 500
Abonnement l'Hotellerie Restauration	18	20
Abonnement Cision	1 105	1 053
TOTAL GENERAL	19 435	12 741

DETAIL CHARGES EXCEPTIONNELLES

Charges exceptionnelles	31/12/2019	31/12/2018
671000-Charges exceptionnelles		8 456
TOTAL GENERAL	-	8 456

DETAIL PRODUITS EXCEPTIONNELS

Produits exceptionnels	31/12/2019	31/12/2018
775000-Produits des cessions d'actif	450	
TOTAL GENERAL	450	-

ENGAGEMENTS DONNES	
LIBELLE	MONTANT
TOTAL DES ENGAGEMENTS DONNES	0 €

ENGAGEMENTS RECUS	
LIBELLE	MONTANT
TOTAL DES ENGAGEMENTS RECUS	0 €

Rémunération des dirigeants, salariés et bénévoles

En application de l'article 20 de la loi n°2006-580, l'association doit indiquer dans l'annexe aux comptes annuels le total des rémunérations et avantages versés aux trois plus hauts cadres dirigeants. Dans le cadre de cette obligation le montant brut de ces rémunérations s'élève à 152.735€.

Il est précisé qu'aucun administrateur de l'association n'est rémunéré pour ses fonctions.

Bénévolat et aides indirectes

L'association bénéficie comme toute association du concours bénévole de différentes personnes membres de l'association.

L'inventaire global des aides directes et indirectes dont bénéficie l'association n'a pas été effectué avec exhaustivité.

L'option de comptabilisation de ces aides aux postes de charge par nature concernée en contrepartie du poste subvention n'a pas été retenue compte tenu du caractère non exhaustif de l'inventaire et surtout du caractère non significatif de cet élément.

Montant des honoraires du commissaire aux comptes

	31/12/2019	31/12/2018
Honoraires passés en charge : (mission légale)	8400	8400
Honoraires passés en charge : (services autres que la certification des comptes)	0	0